

Communiqué du 1<sup>er</sup> septembre 2011

## **La dette n'est pas celle des salariés Toutes les revendications sont légitimes**

### **❖ 500 millions d'euros tout de suite... pour rassurer les marchés**

Lors de son discours du mercredi 24 août, François Fillon a confirmé la poursuite de la RGPP et de la suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux partant en retraite. Il n'a pas caché que ces mesures, tout comme la réforme des retraites, n'avaient qu'un seul but, rassurer les « marchés », c'est à dire les fonds spéculatifs.

A cette politique déjà en application, le Premier ministre annonce qu'il faut trouver 12 milliards d'euros supplémentaires pour poursuivre et aggraver la politique d'austérité du gouvernement.

Dans l'immédiat 500 millions de fonds publics sont bloqués pour 2011.

### **❖ Dans l'enseignement privé :**

- En 2010, 1400 emplois supprimés, répartis ainsi : suppression de 1876 emplois de stagiaires et création de 476 emplois
- En 2011, 1538 postes supprimés dans l'enseignement privé catholique du premier et du second degré et 45 postes dans les autres réseaux de l'enseignement privé soit 1573 postes au total
- Au budget 2012 l'enseignement privé devrait « rendre » 1 350 emplois : 322 stagiaires en responsabilité et 1028 postes d'enseignants.

### **❖ Le bac, de nouveau menacé**

Il y a quelques jours encore, en visite en Finlande, Luc Chatel s'est prononcé pour le renforcement de l'autonomie des établissements et pour la modification des épreuves du baccalauréat par la mise en place entre autres d'une partie des épreuves du bac 2013 en contrôle continu.

Cette volonté sera catastrophique dans l'enseignement privé quand on sait que certains établissements ne veulent déjà pas appliquer l'intégralité des programmes officiels en SVT auxquels ils sont tenus, au motif qu'ils sont contraires à leurs convictions religieuses. **Quelle valeur aura un contrôle continu dans ces établissements ?**

### **❖ Non à l'austérité, oui aux revendications**

Pour la section fédérale FO de l'enseignement privé, comme pour la Confédération FORCE OUVRIÈRE, l'austérité et la dictature de la dette doivent être refusées et combattues.

FO ne s'est pas associée au communiqué de l'intersyndicale (CGT, CFDT, FSU, Solidaires, UNSA) de l'enseignement public dont l'objectif est d'accepter la réduction des déficits publics par la suppression des postes et fait des offres de service au gouvernement..

Dans l'enseignement privé il n'y a pas eu d'intersyndicale qui se prononce pour la journée d'action du 27 septembre comme l'affirme Bruno Lamour de la FEP-CFDT dans l'AEF 151344. Pour la FNEC FP – FO, la dette n'est pas celle des salariés, qu'ils soient fonctionnaires, agents non-titulaires ou salariés de droit privé. Toutes les revendications sont légitimes.

### **Qui ne voit que les journées d'action ne permettent pas de gagner ?**

La section fédérale FO de l'enseignement privé rappelle que les journées d'actions à répétition ont montré qu'elles ne permettent pas de faire reculer le gouvernement.

C'est le rapport de force, et la grève interprofessionnelle si nécessaire, qu'il faut préparer pour gagner sur les revendications.

**C'est le sens de la campagne d'information et de mobilisation programmée en septembre et en octobre par Force Ouvrière.**

- Le rétablissement de tous les postes, le maintien de tous les contrats et aucun licenciement.
- Maintien du baccalauréat comme examen national et premier grade universitaire.

Elle appelle donc toutes ses instances à se réunir et réunir les adhérents, à organiser dans les établissements et services les assemblées générales des personnels, à établir le cahier des revendications, et à tout mettre en œuvre pour aller le défendre auprès des autorités concernées, y compris par la grève si cela est nécessaire.

La section fédérale FO de l'enseignement privé rappelle que la FNEC-FP-FO a déposé un préavis de grève à partir du 5 septembre et que la Fédération sera reçue le 22 septembre par Luc Chatel.